

Igor Delanoë

Research Fellow, Harvard University

Le partenariat stratégique russo-syrien : la clef du dispositif naval russe en Méditerranée

(février 2013)

Résumé

L'activité navale russe s'est accrue au cours de l'année 2012 dans la partie orientale du bassin méditerranéen, matérialisant à la fois le soutien affiché par Moscou à son allié syrien et mettant de nouveau en lumière l'intérêt de la Russie pour la Méditerranée et le Moyen-Orient. Tout en visant à mettre en garde l'Occident contre une tentative d'appliquer à la Syrie un scénario libyen, cette diplomatie navale illustre également l'importance accordée par le Kremlin à son partenariat stratégique avec Damas. La coopération militaire et militaro-technique russo-syrienne se caractérise notamment par un volet naval dont le point d'appui logistique de Tartous constitue l'une des pierres angulaires. Le port syrien participe à la construction de l'influence russe au Moyen-Orient et trouve également toute sa place dans le programme de modernisation des forces navales actuellement mis en œuvre par Moscou.

Abstract

In 2012, Russia's naval activity increased in the Eastern part of the Mediterranean, displaying Moscow's support to its Syrian ally and illustrating its deep interest for the Mediterranean Sea and the Middle East. While sending a message to the West against any attempt at repeating the "Libyan scenario" in Syria, such naval diplomacy also underlines the importance attached by the Kremlin to its strategic partnership with Syria, which remains its bridgehead in the Middle East. An important feature of the Russo-Syrian military and military-technical cooperation is its naval component, which relies mainly on the port of Tartus. The Syrian port is supposed to benefit by the ongoing modernization program of the Russian naval forces which will enhance the operational capacities of Russian ships in both the Mediterranean and the Indian Ocean.

Les événements qui se déroulent en Syrie depuis mars 2011 ont permis de mesurer de nouveau tout l'intérêt que porte Moscou à la région méditerranéenne. Loin de constituer une originalité de la Russie actuelle, cet intérêt remonte à l'époque impériale et à la quête des tsars d'un accès aux mers libres de glaces. Depuis Catherine II, qui apporte à l'Empire russe sa « fenêtre sur la Méditerranée » en fondant Sébastopol en 1783, jusqu'aux bâtiments de la 5^e escadre opérationnelle soviétique, qui sillonnent les eaux méditerranéennes dès les années 1970, le Kremlin a continuellement cherché à pérenniser sa présence dans le bassin méditerranéen. L'outil naval lui a permis d'y promouvoir et, le cas échéant, d'y protéger ses intérêts. Or, actuellement, cette présence navale repose principalement sur la coopération militaire et militaro-technique russo-syrienne¹, pivot de l'influence russe au Moyen-Orient.

Depuis le début de la crise syrienne, l'activité navale russe en Méditerranée s'est globalement accrue pour culminer fin janvier 2013 avec la tenue « *des plus importants exercices* » jamais réalisés par la Russie dans cette région du globe². Moscou a déjà mobilisé l'outil naval afin de matérialiser sa présence en Méditerranée : depuis 2008, il y dépêche chaque année un groupe aéronaval formé autour de son unique porte-avions, l'*Amiral Kouznetsov*³. Tout au long de l'année 2012, des bâtiments de surface en provenance des ports du Nord, de la Baltique et de la mer Noire ont par ailleurs assuré une présence navale russe continue et croissante dans la partie orientale du bassin méditerranéen, organisant même des exercices inter-flottes au mois de juillet 2012. Le paramètre naval apparaît donc important dans la position adoptée par Moscou sur le dossier syrien, non seulement en tant que conséquence du soutien accordé par le Kremlin à Damas, mais également parce qu'il représente depuis plusieurs décennies un élément moteur dans les relations russo-syriennes.

La coopération militaire et militaro-technique russo-syrienne, un levier d'influence pour Moscou dans le bassin oriental

L'URSS établit des relations diplomatiques avec la Syrie dès 1944, et la coopération militaro-technique entre les deux Etats s'amorce dès le milieu des années 1950. Après le revirement du président égyptien Sadate, qui met un terme à la coopération militaro-technique soviéto-égyptienne au cours de la première moitié des années 1970, la Syrie devient le plus important allié de l'URSS en Méditerranée. A la veille de la

signature du traité d'amitié et de coopération entre les deux Etats le 8 octobre 1980, Damas a déjà absorbé pour 3,67 milliards de dollars d'armements soviétiques, et en 1986, la Syrie est le plus important acquéreur non communiste d'équipements militaires en provenance d'URSS⁴. Entre 1980 et 1991, Moscou livre pour près de 26 milliards de dollars de matériels de guerre à Damas. Les livraisons incluent 5 000 chars, 1 200 avions, 4 200 pièces d'artillerie, 70 petits bâtiments de combat (pour l'essentiel des vedettes lance-missiles). En parallèle, les Soviétiques participent à la construction d'une centaine d'installations militaires en Syrie, tandis que 9 600 officiers syriens sont formés dans les écoles militaires en URSS⁵.

Damas reconnaît la Fédération de Russie comme le successeur légal de l'URSS dès décembre 1991, et en mai 1992, le ministre syrien des Affaires étrangères se rend à Moscou afin de discuter de la nature des relations bilatérales. Cependant, certains dossiers, comme la dette que Damas a héritée de l'époque soviétique et la question du processus de paix, ternissent ces relations. En outre, la Syrie souhaite acquérir toujours plus de matériels militaires auprès de Moscou qui n'accède pas forcément à toutes ses demandes. Le premier défi dans les relations russo-syriennes a été celui du paiement de la dette, évaluée à 13 milliards de dollars et contractée par Damas lors de ses achats à crédit de matériels militaires soviétiques. Dès le mois d'octobre 1992, la Syrie annonce qu'elle refuse d'honorer le paiement de la dette, ce qui entraîne une baisse, mais non un gel, des livraisons d'équipements de la part de Moscou⁶.

Au mois d'avril 1994, les relations bilatérales sont revitalisées par la signature d'un accord de coopération militaro-technique. Les forces armées syriennes, équipées à 90 % de matériels militaires ex-soviétiques, ne peuvent se passer des fournitures de pièces détachées et d'équipements russes. La nomination d'Evgueni Primakov par Boris Eltsine au poste de ministre des Affaires étrangères amorce un renforcement des relations entre la Russie et le Moyen-Orient en général, entre Moscou et Damas en particulier⁷. E. Primakov effectue deux tournées dans la région en 1996, une autre en 1997, et se rend à chaque fois en Syrie. En 1996, une commission bilatérale russo-syrienne pour la coopération militaro-technique est créée. Cependant, pour Moscou, la poursuite de la coopération avec Damas demeure directement conditionnée au règlement de la dette⁸. Lorsqu'il se rend en visite à Moscou au mois de juillet 1999, Hafez el-Assad tente de négocier un assouplissement de la position russe, et notamment de « déconnecter » le

paiement de la dette de la fourniture d'armement.

Néanmoins, plus que la visite du dirigeant syrien, qui n'aboutit d'ailleurs pas au règlement du différend, ce sont bien des facteurs propres à la Russie qui favorisent ce règlement. Tout d'abord, d'un point de vue économique, l'industrie de la défense russe est, à cette époque, moribonde ; elle a donc besoin des commandes à l'exportation pour survivre pour pallier la faiblesse des commandes passées par le ministère de la Défense. En ce sens, la Syrie fournit un débouché non négligeable pour le complexe militaro-industriel russe puisqu'au début des années 2000, Damas est prêt à dépenser 2 milliards de dollars pour la modernisation de ses forces armées et l'achat de nouveaux équipements auprès de la Russie⁹. En outre, Moscou, qui a entamé la reconstitution de ses positions diplomatiques au Moyen-Orient, est une des rares puissances à pouvoir persuader les Syriens de négocier la paix avec Israël. Alors que la Russie cherche à retrouver un rôle de premier plan sur la scène moyen-orientale, sa contribution à la résolution du conflit israélo-palestinien lui assurerait un capital d'influence très intéressant dans la région. La Syrie est également le dernier pays où la Russie dispose d'un point d'appui naval en dehors de son territoire et de son « proche étranger ». Enfin, les deux Etats partagent le refus de voir les Etats-Unis asseoir unilatéralement leur influence sur le Moyen-Orient, surtout après l'intervention de Washington en Irak en 2003 ; dès 2004, Damas se retrouve en outre de plus en plus isolée sur la scène internationale, ce qui renforce à ses yeux l'intérêt du partenariat avec la Russie¹⁰. Dès lors, Moscou accepte de revoir la question du règlement de la dette syrienne, et, au mois de décembre 2005, les deux parties parviennent à un accord : la Russie a accordé un rabais de 73 % sur le montant total de la dette, soit 13 milliards de dollars, le paiement du reste, soit environ 3,5 milliards de dollars, étant soumis à un taux d'intérêt annuel de 4 %. En échange, la Syrie s'engage à acheter du matériel de guerre russe¹¹.

Dès les premiers mois de l'année 2006, la Syrie commence à absorber du matériel de guerre russe (missiles sol-air courte portée Strelts, lance-roquettes antichars Kornet-E et Krysantema, qui sont à l'heure actuelle les armes portatives antichar les plus performantes de l'arsenal russe, voire de l'arsenal mondial). Damas a également acheté des systèmes mobiles de défense antiaérienne courte et moyenne portée Pantsyr-S1E et Buk-M2 en 2008¹². Toutes ces ventes de matériels militaires suscitent une profonde inquiétude à Tel-Aviv et Washington, et dès la première moitié des années 2000, alors même que la coo-

pération militaro-technique russo-syrienne est stagnante, Israël et les Etats-Unis font pression pour que Moscou ajourne la livraison de certains équipements, comme les missiles guidés antichar de troisième génération Kornet¹³. De même, la vente de missiles tactiques Iskander-E, promise par Moscou à Damas en 2001, a été annulée en 2005 suite à une requête personnellement émise par le Premier ministre israélien de l'époque, Ehud Olmert, auprès du président Poutine¹⁴. La vente des MiG-29SMT et des MiG-31M a également été gelée par Rosoboronexport en septembre 2009, officiellement parce que Moscou a estimé que cette vente aurait remis en cause l'équilibre des forces au Moyen-Orient. Cependant, il est probable que les Israéliens aient également fait pression afin que la réalisation de ce contrat soit différée, voire annulée¹⁵.

Alors qu'au cours des années 1990 la coopération entre les deux Etats souffrait du non-règlement de la dette syrienne, les relations entre Damas et Moscou ont été redynamisées par l'ère Poutine, surtout au cours de la seconde moitié des années 2000¹⁶. Si les ventes d'armements constituent un des leviers d'influence de la Russie au Moyen-Orient, il convient néanmoins de relativiser la place qu'occupe aujourd'hui Damas parmi les clients de l'industrie de défense russe. En Méditerranée, il s'agit de son quatrième client, avec 928 millions de dollars de contrats signés depuis 1991, loin derrière l'Algérie (6,1 milliards), et juste derrière la Grèce et l'Egypte (respectivement 1,180 milliard et 1,178 milliard)¹⁷. Pour le Kremlin, la Syrie représente une tête de pont au Moyen-Orient qui doit lui permettre de reconstruire et renforcer son influence dans cette région. Pour Damas, la Russie constitue une alliée stratégique essentielle pour l'approvisionnement de ses forces armées en matériels militaires.

Les troubles qui secouent la Syrie depuis 2011 ont amené l'Union européenne (UE) à mettre en place un embargo sur les livraisons d'armements à la Syrie¹⁸. Cependant, dès la fin 2011, le Kremlin annonçait qu'il entendait poursuivre ses livraisons d'armements conformément au calendrier prévu par les contrats signés entre la Russie et la Syrie¹⁹. Sur la période 2007-2011, Moscou est de toute façon le principal fournisseur d'armement à Damas, avec 78 % de matériels en provenance de Russie, devant la Biélorussie (17 %) et l'Iran (5 %)²⁰. La Russie a notamment achevé la livraison du système Bastion P de défense côtière à base de missile P800 Yakhont, qui pourrait être déployé afin de protéger le port syrien de Tartous, où Moscou dispose d'un point d'appui logistique.

La coopération navale : Tartous, un « port Potemkine » ?

L'expression de « port Potemkine » fait ici référence à la longue course aux mers chaudes et à la quête d'accès à l'océan mondial débutées par Pierre le Grand, auxquelles Catherine II et son favori apportent une ouverture méditerranéenne. Tartous²¹ se trouve au cœur d'une triple problématique pour la Russie : le port est central dans la coopération navale bilatérale russo-syrienne ; il participe également à la reconstitution de l'influence russe en Méditerranée et au Moyen-Orient ; enfin, il s'inscrit dans une logique globale et de long terme de réinvestissement de l'océan mondial par la Marine russe.

La coopération navale constitue l'un des volets les plus tangibles du partenariat militaire entre Russes et Syriens au cours de ces dernières années. Le port de Tartous était devenu pendant la décennie 1980 le principal port d'attache de la 5^e escadre de l'URSS. Après la dissolution de cette dernière en 1991 et le retrait consécutif des bâtiments de guerre ex-soviétiques, le port est délaissé, mais pas abandonné, par Moscou. Tartous est le second port syrien après celui de Lattaquié, dont il est distant d'environ 90 kilomètres, tandis que Damas se situe à près de 220 kilomètres au sud-est. Pendant la décennie 1990, Tartous accueille sporadiquement les rares navires russes qui sillonnent la Méditerranée, et il faut attendre la seconde moitié des années 2000 pour voir l'activité navale russe progressivement s'y redévelopper. La revitalisation des capacités navales de la Russie engagée par Vladimir Poutine²², le développement des intérêts stratégiques russes en Méditerranée et au Moyen-Orient ainsi que la perspective de devoir abandonner Sébastopol en 2017 à l'échéance du bail conclu avec Kiev, expliquent ce regain d'intérêt pour Tartous au cours de la seconde moitié des années 2000.

La perspective de la perte de la jouissance des infrastructures de Sébastopol amène les autorités russes à considérer dès 2008 la possibilité de redéployer à moyen terme à Tartous une partie de la flotte de la mer Noire, notamment les unités les plus importantes jusque-là stationnées en Crimée. Un débat se fait alors jour au sein de la Marine. Certains, comme l'amiral Vladimir Vissotski, alors commandant en chef des forces navales, estiment qu'il faut augmenter le tonnage de la flotte de la mer Noire et transférer les plus grands navires directement en Méditerranée après 2017. Cependant, des experts, dont Alexandre Khramtchikine, Directeur du département d'information et d'analyse de l'Institut d'analyse politique et militaire de Moscou, soulignent immédiatement les limites d'une telle so-

lution : la Russie ne dispose non seulement plus de navires de premier rang en quantité suffisante, mais cette option obligerait à dégarnir le théâtre pontique en n'y stationnant que les unités les plus légères²³. Les anciens commandants de la flotte de la mer Noire s'invitent dans le débat, soulignant tous l'importance stratégique de conserver les infrastructures navales sébastopolitaines. L'amiral Viktor Kravtchenko, qui a commandé la flotte pontique russe entre 1996 et 1998, affirme ainsi que « *même une dizaine de Tartous ou de Cam Ranh ne saurait remplacer un Sébastopol*²⁴ ». Toutefois, tous s'accordent sur la nécessité pour Moscou de redévelopper sa présence navale dans le bassin méditerranéen à travers la conservation et la modernisation des infrastructures de Tartous. Pour l'amiral Vladimir Komoïedov, commandant en chef de la flotte de la mer Noire entre 1998 et 2002, l'implantation de la Marine russe à Tartous ne doit cependant pas se faire au détriment des positions navales pontiques russes qui doivent être diversifiées : « *Sébastopol, en tant que principale base de la flotte de la mer Noire, joue un rôle essentiel. Mais, même si nous la gardons, il faut également développer la base navale de Novorossiïsk et le site de Tartous*²⁵ ».

Dès septembre 2008, Moscou entame les négociations avec Damas afin de pouvoir convertir le point d'appui matériel et technique de Tartous (ПМТО n° 720²⁶) en une base navale permanente²⁷. Le budget du programme fédéral intitulé « *Création d'un système de bases navales pour la flotte de la mer Noire sur le territoire de la Fédération de Russie pour la période 2005-2020* », évalué par Vladimir Poutine à 92 milliards de roubles (2,3 milliards d'euros) pour l'ensemble de la période, intègre la mise à niveau et le développement des infrastructures navales russes de Tartous²⁸. La signature de l'accord de Kharkov au mois d'avril 2010 par les présidents Medvedev et Ianoukovitch ne remet pas en question la volonté politique de développer des infrastructures navales pontiques et les installations russes à Tartous. Au mois d'août 2010, l'amiral Vladimir Vissotski déclarait ainsi : « *Nous allons sans aucun doute développer la base de Tartous. Nous y aménagerons d'abord un point de stationnement avant d'y créer une base navale. La première étape de développement et de modernisation s'achèvera en 2012. Elle prévoit des mesures qui permettront d'y déployer des bâtiments de guerre lourds*²⁹ ».

Les Russes commencent à moderniser les infrastructures navales dont ils disposent à Tartous dès 2009, toutefois ces dernières y sont trop peu développées pour que l'on puisse parler de base. Comme l'explique l'amiral Viktor Kravtchenko,

Le point d'appui matériel et technique n° 720 (ΠΙΜΤΟ n° 720)

Vue aérienne en 2005



Vue aérienne en 2010



« une base, ce n'est pas seulement un port, c'est aussi toute une infrastructure, avec quais, stocks de munitions et de produits alimentaires, routes, installations de réparation, aviation, défense antiaérienne et ainsi de suite³⁰ ». Or, le port syrien abrite à ce jour deux appontements et un atelier flottant, des dépôts et des casernes, qui sont servis par une centaine de techniciens et officiers russes. Les infrastructures navales ont été augmentées d'un pont flottant, installé en juillet 2009. La fin de la première étape des travaux de modernisation des installations russes à Tartous était prévue pour 2012. Le port devrait donc prochainement passer du statut de « point d'appui matériel et technique » à celui de « point de déploiement ». La poursuite des travaux et l'extension des infrastructures devraient permettre, d'ici 2020, son accession au statut de « base navale »³¹. La Russie aurait par ailleurs également entamé au cours de la seconde moitié des années 2000 des travaux dans le port de Lattaquié, à travers notamment l'élargissement d'un chenal et la construction d'un embarcadère³².

L'utilisation du port de Tartous est stratégique pour la Marine russe, et si son existence ne suffit pas à expliquer à elle seule l'actuelle position de Moscou sur la crise syrienne, elle s'inscrit cependant au sein d'une série d'intérêts dont la Russie dispose aujourd'hui en Syrie, dont des intérêts d'ordre économique. Ainsi, en 2005, la compagnie énergétique russe Tatneft a signé un accord avec les autorités syriennes pour l'exploration et l'exploitation de champs gaziers tandis que la compagnie Stroïtransgaz a signé la même année un contrat de 200 millions de dollars pour la construction d'une usine de traitement du gaz près de Homs et un autre de 160 millions de dollars pour la construction d'un gazoduc³³. L'entreprise Tatneft finance également une partie de la production de pétrole syrien depuis avril 2010 et la société Technopromexport, spécialisée dans la construction d'infrastructures énergétiques, négociait en 2012 la construction de plusieurs sites, notamment une centrale à Alep³⁴. Moscou possédait ainsi en 2009 en Syrie près de 19,4 milliards de dollars d'investissements essentiellement liés aux contrats énergétiques et aux ventes d'armements³⁵.

Ces intérêts économiques s'ajoutent ainsi à l'enjeu naval que représentent les infrastructures de Tartous : elles accordent aux navires russes une plus grande capacité opérationnelle non seulement en Méditerranée, mais également vers l'océan Indien. Le port syrien se trouve à la croisée des routes maritimes qui mènent du bassin méditerranéen à l'océan mondial. Grâce à ce port, les navires russes qui opèrent dans l'océan Indien ou dans l'océan Atlantique sont dispensés

de retourner à leurs ports d'attache respectifs, trop éloignés pour se ravitailler ou éventuellement subir des réparations. La route Tartous-Aden, longue d'environ 1 870 milles nautiques, peut être ainsi parcourue en l'espace de quatre jours à une vitesse moyenne de 20 nœuds, tandis qu'à vitesse identique, les navires partis de Sébastopol mettent un peu moins d'une semaine. Actuellement, les infrastructures navales russes en Syrie ne possèdent que peu de valeur militaire, et ne peuvent en aucun cas héberger de nombreuses unités à fort tonnage. Cependant, si l'on adopte une grille de lecture régionale et si l'on considère la place qui pourrait être celle de Tartous après 2020 dans la perspective de la modernisation de la flotte russe, l'importance attachée par le Kremlin au maintien de sa position navale en Syrie s'explique aisément.

* * *

Si l'influence soviétique avait réussi au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle à investir le Moyen-Orient, l'Asie, le continent africain et l'Amérique du Sud, après 1991, la Russie ne parvient pas à conserver et pérenniser les positions de l'URSS sur le globe. Le Moyen-Orient fait cependant figure de dernier bastion de l'influence russe en dehors du « proche étranger », dans la mesure où, depuis 1991, Moscou est parvenu à y maintenir une série de relais pour sa diplomatie. La capacité du Kremlin à discuter avec tous les acteurs du Proche et Moyen-Orient constitue un atout dont il se sert dans une stratégie plus globale de contrepoids aux États-Unis³⁶. Néanmoins, la politique du Kremlin souffre encore du manque d'investissement diplomatique au Proche et Moyen-Orient qui a caractérisé l'ère Eltsine.

Dans ce contexte, le point d'appui naval de Tartous contribue de façon non négligeable à la construction de l'influence de la Russie d'autant plus que sa présence navale en Méditerranée devrait s'accroître d'ici 2020, avec une intensification des sorties navales dans l'océan Indien afin de lutter contre la piraterie³⁷. La perte de ce port, qui serait consécutive à l'avènement d'un nouveau régime à Damas, plus ouvert aux Occidentaux, porterait un coup sérieux à l'influence russe dans le bassin oriental de la Méditerranée, et par extension, au Moyen-Orient³⁸. Au-delà, l'absence d'infrastructures navales directement implantées dans le bassin méditerranéen compromettrait l'extension de la présence de la Marine russe à l'océan mondial. Cette volonté manifestée par la Russie de réinvestir la haute mer a été régulièrement affirmée dès la fin des

années 2000, et intégrée d'un point de vue industriel au programme d'armement 2011-2020. A l'issue de ce programme, de nouvelles unités hauturières devraient sortir des cales des chantiers navals russes, et afin de remplir leurs missions, elles devraient pouvoir compter sur des infrastructures navales situées à l'étranger. Dans

la mesure où Tartous est pleinement intégré au schéma naval sur le flanc occidental et méridional de la Russie, il s'inscrit pour l'instant au cœur du volet méditerranéen de la stratégie de désenclavement poursuivie historiquement par Moscou. ♦

*Les opinions exprimées ici
n'engagent que la responsabilité
de leur auteur.*

Igor Delanoë

Igor_Delanoë@hks.harvard.edu

Docteur en Histoire moderne
Research Fellow, National Security Program,
JFK School of Government, Harvard Ukrainian
Research Institute, Harvard University

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur :

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

Notes

1. Le terme « coopération militaro-technique » (*военно-техническое сотрудничество* ou BTC) recouvre les ventes d'armements, les fournitures de pièces détachées, le service après-vente.
2. « Exercices de la Marine russe au large des côtes syriennes », *RIA Novosti*, 11 janvier 2013. Il s'agit d'exercices regroupant des bâtiments issus des flottes du Nord, de la Baltique, de la mer Noire et du Pacifique, incluant des simulations de débarquements sur les côtes syriennes. Les exercices se sont déroulés du 19 au 29 janvier 2013, et ont impliqué une vingtaine de bâtiments ainsi que trois sous-marins, dont un nucléaire. Voir « Четыре флота в одной Средиземке » (« Quatre flottes dans une Méditerranée »), *Nezavissimaja Gazeta*, 14 janvier 2013 (http://www.ng.ru/week/2013-01-14/11_army.html) et « Корабли ВМФ РФ проведут стрельбы в Средиземном море » (« Des navires de la marine russe effectueront des tirs en mer Méditerranée »), *RIA Novosti*, 22 janvier 2013.
3. Rattaché à la flotte du Nord et basé à Severomorsk, le porte-avions *Amiral Koznetsov* s'est rendu à plusieurs reprises en Méditerranée depuis l'effondrement de l'URSS. Dès 1996, à l'occasion du tricentenaire de la Marine russe, il croise dans les eaux méditerranéennes. Moscou souhaite l'envoyer de nouveau en Méditerranée dès 2000, puis en 2001 et encore en 2002, mais son départ est chaque fois repoussé en raison de problèmes techniques. Aussi, lorsqu'il sort de réparation à l'été 2007, la Russie choisit le bassin méditerranéen comme première destination pour le plus important de ses navires de guerre.
4. Andrej Kreutz, *Russia in the Middle East, Friend or Foe?*, Praeger Security International, New York, 2006, pp. 15-16.
5. Oksana Antonenko, « Russia's Military Involvement in the Middle East », *Middle East Review of International Affairs*, vol. 5, n° 1, March 2001, p. 38.
6. Andrej Kreutz, *Russia in the Middle East, Friend or Foe?*, *op. cit.*, p. 18.
7. Evgueni Maksimovitch Primakov est né en 1929 à Kiev. Arabisant et spécialiste du Moyen-Orient, il fut, de 1977 à 1985, directeur de l'Institut des études orientales (IVAN) puis directeur de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO). Après avoir dirigé le Service de renseignement extérieur à partir de la fin décembre 1991, il a été le ministre des Affaires étrangères de Boris Eltsine entre 1996 et 1998, puis son Premier ministre (1998-1999). Il est membre de l'Académie des sciences de Moscou.
8. Oksana Antonenko, « Russia's Military Involvement in the Middle East », *art. cit.*, p. 38.
9. Mark N. Katz, « Putin's Foreign Policy toward Syria », *Middle East Review of International Affairs*, vol. 10, n° 1, March 2006, pp. 53-54.
10. L'adoption le 2 septembre 2004 de la Résolution n° 1559 du Conseil de sécurité des Nations-Unies entraîne le retrait des forces armées syriennes du Liban. Le vote de ce texte, pour lequel la Russie s'est abstenue, devait permettre au gouvernement libanais d'affirmer son autorité sur l'ensemble de son territoire. En effet, la présence de milices armées suspectées par le Conseil de sécurité d'être liées à Damas compromettrait cette souveraineté. Voir le texte de la résolution : <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/No4/498/93/PDF/No449893.pdf?OpenElement>.
11. Par ailleurs, les relations entre Damas et Washington se détériorent à partir de 2003 : les Etats-Unis reprochent notamment à la Syrie de laisser passer des combattants en Irak et son refus d'extrader des membres de l'ancien gouvernement de Saddam Hussein réfugiés sur son territoire (voir sur le site du Département d'Etat américain la page consacrée aux relations entre les Etats-Unis et la Syrie : <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/3580.htm>).
12. Igor Delanoë, « La Russie et Israël : entre méfiance réciproque et coopération bilatérale. Les enjeux d'une relation ambivalente », *Recherches & Documents*, Fondation pour la Recherche Stratégique, n° 6, juillet 2010, p. 18.
13. Mark A. Heller, *The Middle East Strategic Balance 2007-2008*, INSS, Tel Aviv, 2008, pp. 43-44. Les RPG sont fabriqués sous licence directement en Syrie.
14. Oksana Antonenko, « Russia's Military Involvement in the Middle East », *art. cit.*, p. 39.
15. « Syria Arms Import », *Global Security.org* (<http://www.globalsecurity.org/military/world/syria/arms-imports.htm>). Il s'agit de missiles sol-sol d'une portée comprise entre 280 et 400 kilomètres.
16. Andrej Kreutz, « Syrie : le meilleur atout de la Russie au Moyen-Orient », *Russie.Nei.Visions*, n° 55, novembre 2010, p. 20.
17. Comme l'affirme Andrej Kreutz, « la diplomatie russe vis-à-vis des pays arabes et moyen-orientaux est redevenue un outil de premier ordre permettant d'assurer la sécurité de la Russie et de contribuer à son développement économique. Sous Poutine, les relations avec la Syrie et le reste du monde arabe se sont voulues prudentes et placées sous le signe de la défense pragmatique des intérêts russes ». Voir *Ibid.*, p. 8.
18. SIPRI, *Trend Indicator Values of arms exports from Russia, 1991-2011*.
19. L'UE ne vendait de toute façon pas d'armes à Damas.
20. « Armements : la Russie continue ses livraisons en Syrie », *RIA Novosti*, 13 novembre 2011.
21. SIPRI Arms Transfers Database, extrait du *SIPRI Yearbook 2012*, p. 276.
22. Latitude 34° 54' 21" N ; longitude 35° 51' 52" NE. En 2008, il a accueilli 2 776 bâtiments transportant 12,9 millions de tonnes. Il couvre une superficie de 300 ha (180 sur terre et 120 en eau).
23. Les forces armées russes font depuis 2011 l'objet d'un vaste programme de réarmement dont la mise en œuvre doit s'étendre jusqu'en 2020. La modernisation de la Marine russe mobilise près de 4,4 trillions de roubles (112,4 milliards d'euros), soit près de 23 % du budget consacré à cet effort de réarmement (« Putin Attends Nuclear Sub Ceremony », *Barents Observer*, 31 juillet 2012).
24. « Un Sébastopol syrien pour la Flotte russe de la mer Noire ? », *RIA Novosti*, 2 juin 2008.
25. « Rien ne saurait remplacer la base navale de Sébastopol », *RIA Novosti*, 20 janvier 2009.
26. *Ibid.*
27. Le ПМТО n° 720 (Пункт материально-технического обеспечения n° 720) ou Point d'appui matériel et technique n° 720 est la désignation navale actuelle des installations russes à Tartous.
28. Andrej Kreutz, « Syrie : le meilleur atout de la Russie au Moyen-Orient », *art. cit.*, p. 22.
29. Dmitri Boltentkov, « Reform of the Russian Navy », in Mikhaïl Barabanov, (ed.), *Russia's New Army*, Moscow, Center for Analysis of Strategies and Technologies, 2011, p. 85.
30. « La Russie déploiera des bâtiments lourds dans sa base syrienne », *RIA Novosti*, 2 août 2010.

31. « Rien ne saurait remplacer la base navale de Sébastopol », *RIA Novosti*, 20 janvier 2009.
32. « Un Sébastopol syrien pour la Flotte russe de la mer Noire ? », *RIA Novosti*, 2 juin 2008.
33. Elodie Bidois, « Le redressement de la Marine russe au cœur des enjeux géopolitiques du XXI^{ème} siècle », Centre d'Etudes Supérieures de la Marine, Marine Nationale, Paris, septembre 2008, p. 14.
34. Mark N. Katz, « Putin's Foreign Policy Toward Syria », *art. cit.*, p. 56.
35. « Une société russe pourrait créer des sites énergétiques en Syrie », *RIA Novosti*, 19 novembre 2012. La Syrie n'a réalisé aucun appel d'offre et a directement contacté Technopromexport.
36. Margarete Klein, « Russia and the Arab Spring », *SWP Comments*, n° 3, février 2012, p. 4.
37. Mark N. Katz évoque « l'art d'être amis avec tout le monde » (« *the art of making friends with everybody* »). Voir Mark N. Katz, « Russia's Greater Middle East Policy or the Art of Making Friends with Everybody », *Russie.NEI.Visions*, IFRI, n° 49, avril 2010.
38. Dmitri Boltenev, « Reform of the Russian Navy », *op. cit.*, p. 85.
39. Paul J. Saunders, « Russia's Syrian Base: A Potemkin Port? », *The National Interest*, 17 juillet 2012.
-